

*Questions orales***LES PROGRAMMES DESTINÉS AUX FEMMES**

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Les chiffres publiés hier laissent entendre que le gouvernement a englouti plus de 111 millions de dollars pour lancer son programme de taxe sur les produits et services, dont 15 millions seraient consacrés à de la propagande gouvernementale et 85 à l'acquisition de meubles et d'ordinateurs.

La logique de tout cela échappe aux Canadiennes qui ont vu ce même gouvernement couper dans les programmes des logements sociaux, des soins de santé, de l'éducation postsecondaire, des centres d'accueil pour femmes d'un bout à l'autre du pays, ces programmes qui pourraient donner aux Canadiennes des chances égales dans notre société.

Le vice-premier ministre expliquera-t-il aux Canadiennes, en cette Journée internationale de la femme, quelles sont au juste les priorités du gouvernement? Quel est donc le système de valeurs de son gouvernement? Les ordinateurs et la propagande sur la TPS ont-ils plus d'importance que l'égalité pour les femmes dans notre société?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, les priorités de notre gouvernement sont très claires. Ma collègue, la ministre responsable de la condition féminine, a exprimé très clairement l'ampleur des programmes de promotion de la femme qui ont été mis en oeuvre au cours de notre mandat, mentionnant l'augmentation des fonds consacrés à ces programmes.

Parallèlement, nous devons aussi nous acquitter d'autres obligations, dont la mise en application d'une taxe sur les produits et services, pour être en mesure de continuer d'offrir aux Canadiens les programmes qui revêtent tant d'importance à leur yeux, qu'il s'agisse des programmes à l'intention des femmes, des programmes de santé et d'éducation postsecondaire, de développement régional ou de n'importe quel autre des nombreux programmes que les Canadiens veulent que nous leur offrions.

Il y a bien des années que nous avons entrepris les préparatifs de mise en oeuvre de la TPS, conformément aux usages parlementaires.

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Ma question supplémentaire s'adresse au ministre responsable du statut

de la femme. Son gouvernement va dépenser 1,6 million de dollars juste pour rénover une salle de comité pour le Sénat. Ce même montant de 1,6 million de dollars est ce que son gouvernement va couper dans le financement des programmes pour les femmes. Quarante et un centres vont fermer au Québec, par exemple. Et les 44 000\$ qui vont être dépensés pour la limousine du Gouverneur général suffiraient à maintenir quatre centres ouverts. Comment la ministre peut-elle accepter ce genre de priorités de la part de son gouvernement, sans crier au scandale?

[Traduction]

L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, la députée se préoccupe de la façon dont le Sénat dépense ses fonds. J'ai hâte d'entendre ses suggestions à ce sujet.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse à la ministre responsable de la situation de la femme.

Il est évident que ses collègues ne veulent pas répondre aux femmes du Canada. Comment réalisera-t-elle son mandat de promouvoir les occasions d'assurer l'égalité des femmes dans notre société quand le gouvernement réduit les logements sociaux, les programmes destinés aux femmes et même les emplois occupés par les femmes? Ce sont des femmes qui travaillent dans les centres pour femmes, dans les garderies et dans les centres d'accueil autochtones.

La ministre expliquera-t-elle comment elle peut remplir son mandat à l'égard des femmes du Canada?

L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme): Monsieur le Président, je suis heureuse que le chef du NPD me pose cette question.

L'une des choses que nous célébrons aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de la femme, est le fait qu'un grand nombre de femmes sont en position d'influence et de pouvoir et que la députée est elle-même chef d'un important parti politique de notre pays.

Voilà le genre de progrès que nous voulons que les femmes accomplissent! Nous voulons qu'elles progressent du point de vue de l'égalité économique. Le meilleur moyen de les aider à l'obtenir est d'avoir une économie en bonne santé. En fait, il y a aujourd'hui au Canada un million de femmes de plus qui travaillent, qui gagnent de l'argent, qui sont autonomes, qui font vivre leurs familles